

3. ANDRÉ GORZ, PIONNIER DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Jean Zin

in Christophe Fourel *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle*

La Découverte | *Cahiers libres*

2009

pages 57 à 75

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/andre-gorz-un-penseur---page-57.htm>

Pour citer cet article :

Zin Jean , « 3. André Gorz, pionnier de l'écologie politique » , in Christophe Fourel *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle*

La Découverte « Cahiers libres », 2009 p. 57-75.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

André Gorz, pionnier de l'écologie politique

JEAN ZIN¹

André Gorz n'a certes pas inventé l'écologie, se situant notamment dans le sillage d'Ivan Illich, mais il y a ajouté une dimension « politique » pleinement assumée. Son recueil d'articles, paru en 1975, avait d'ailleurs pour titre *Écologie et politique*. Cet ouvrage commençait de façon significative par un texte de rupture, « Leur écologie et la nôtre », texte décisif dans lequel, contre l'écologie de marché et l'« expertocratie » verte, il prenait ouvertement le parti d'une écologie émancipatrice et clairement anticapitaliste.

Écologie et politique

À la question « Comment définissez-vous l'écologie ? », André Gorz répondait : « De toutes les définitions possibles, j'aimerais privilégier d'abord la moins scientifique, celle qui est à l'origine du mouvement écologiste, à savoir le souci

1 Fondateur de la revue *EcoRev'*, auteur de *L'Écologie politique à l'ère de l'information*, Éditions Ère, Alfortville, 2006.

du milieu de vie en tant que déterminant de la qualité de la vie et de la qualité d'une civilisation². »

Avant d'être une idéologie, l'écologie est une urgence à laquelle il faut répondre. L'exigence écologique s'impose matériellement, que ce soit par le choc pétrolier ou le réchauffement climatique. En faire un enjeu politique pose la question non seulement du possible mais du souhaitable et donc des finalités du développement de nos sociétés. Dès lors, l'écologie se décline de multiples façons, n'étant pas du tout unifiée idéologiquement. C'est le premier acte fondateur d'André Gorz d'avoir amené la « division » entre différentes visions de l'écologie, de l'avoir politisée : division entre hétéronomie et autonomie, expertocratie et défense de notre « monde vécu », capitalisme salarial et travail autonome. En même temps qu'il apporte cette dimension politique, il élargit le champ de l'écologie, l'ouvre aux dimensions spécifiquement humaines, jusqu'à tenter d'unifier les finalités écologiques, économiques, émancipatrices, existentielles. Enfin, il porte l'écologie politique bien au-delà d'une écologie scientifique ou même d'une écologie sociale, tout en restant au plus près du réel et des problèmes les plus concrets.

Cette « politisation » permet de mettre en évidence, à rebours de ce que certains prétendent, qu'il y a bien une écologie de droite et une écologie de gauche. En fait, l'opposition entre les écologies n'est pas seulement une opposition politique reflétant les divisions sociales : elle recouvre aussi une divergence cognitive sur les causes qui ne sont pas métaphysiques ou morales, mais bien systémiques. En situant la source du productivisme dans le capitalisme, sa course au profit et à la consommation, André Gorz place clairement l'écologie dans le camp de l'anticapitalisme, c'est-à-dire dans la continuité du marxisme, des luttes ouvrières et de la tradition révolutionnaire.

2 « Où va l'écologie ? », interview donnée au *Nouvel Observateur* en décembre 2006.

Cette approche est d'ailleurs très perceptible dans son ouvrage de 1959, *La Morale de l'histoire*, et encore davantage dans celui de 1964, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*³. Nous sommes très loin de l'environnementalisme, corrigeant les effets les plus voyants du système. Gorz nous invite à remonter aux causes systémiques autant qu'à nos motivations les plus profondes, à ce qui fait qu'une vie vaut la peine d'être vécue :

Posons la question politique franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre dans « un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition » (Illich)⁴ ?

Cette façon de poser les questions semblera fort étrange à la plupart des écologistes contemporains qui se préoccupent des urgences immédiates et de solutions techniques ou comportementales, mais qui se soucient moins de prospective à plus long terme, et encore moins d'émancipation ou de véritable alternative... Ils trouveraient sans doute qu'il n'y a pas tellement d'écologie dans les livres d'André Gorz mais seulement de la politique ! C'est cette singularité qui fait justement toute l'importance de son approche. Non seulement cette politisation a l'intérêt de dénoncer à l'avance les risques totalitaires d'une pensée trop globalisante, du scientisme ou de l'expertocratie, non seulement elle permet de reconnaître la division de la société avec la difficile dialectique du pouvoir et

3 Tous deux parus aux éditions du Seuil.

4 *Écologie et politique*, Seuil, « Points », Paris, 1975, p. 9-10.

de la résistance individuelle, mais elle introduit aussi l'autonomie et l'exigence démocratique dans l'écologie, y compris avec le thème, aujourd'hui un peu démodé, de l'autogestion.

Le plus remarquable chez Gorz, c'est d'avoir réussi à dépasser le marxisme et l'échec du communisme sans renier leurs aspirations premières. L'écologie politique ne s'oppose pas tant au marxisme qu'elle n'en constitue l'achèvement, où « le libre développement de tous serait à la fois le but et la condition du libre développement de chacun ⁵ ». Ses *Adieux au prolétariat*, parus en 1980, ont signé une certaine opposition au maoïsme du Sartre finissant. Cependant, André Gorz n'a jamais abandonné la cause des travailleurs ni la critique du travail. Malgré la rupture affichée, ce qui lui permet de mettre l'écologie politique en continuité avec le communisme, c'est de ne pas attribuer son échec, comme on le fait trop souvent, à la simple intention émancipatrice, ni même au volontarisme politique, encore moins au rationalisme. Pour lui, l'échec du socialisme autoritaire est à mettre essentiellement sur le compte d'une propriété collective des moyens de production n'ayant rien changé au mode de production capitaliste ni au travail aliéné, ouvrant ainsi à une critique politique de la technique :

S'il se sert des mêmes outils, le socialisme ne vaudra pas mieux que le capitalisme ; s'il perfectionne les pouvoirs de l'État sans favoriser en même temps l'autonomie des communautés et des personnes, il risque de basculer à son tour dans le technofascisme. L'expansion de cette autonomie est au centre de l'exigence écologiste. Elle suppose une subversion du rapport des individus à leurs outils, à leur consommation, à leur corps, à la nature ⁶.

Sa critique de la technique sera surtout une critique du travail et du salariat. Ce qui pouvait apparaître comme un

5 *Ibid.*, p. 16.

6 *Ibid.*, quatrième de couverture.

éloignement des préoccupations écologiques, au début des années 1980, s'est au contraire révélé essentiel pour reconnaître la place centrale de la question du travail pour l'écologie, ne plus aborder cette dernière sous le seul angle de la consommation, mais bien plutôt sous celui de la production. Cette conjonction de l'écologie politique et de la critique du travail aboutira, au milieu des années 1990, à ce livre lumineux, *Misères du présent, richesse du possible*. Gorz y donne une description concrète et détaillée d'une production écologiste, fondée sur les expérimentations sociales effectives, véritable programme écologiste pour des « alternatives » locales au productivisme et à la globalisation marchande, combinant sortie de la société salariale, relocalisation de l'économie et développement de l'autonomie.

D'une certaine façon, André Gorz aura été le représentant le plus exemplaire de l'après-Mai 68, du passage du gauchisme à une écologie politique qui pense globalement et sur le long terme. Sa pensée « écosystémique » tient également compte de notre entrée dans l'ère de l'information. Elle ne se contente pas de traiter les excès du système. Elle s'attaque aux structures et s'incarne dans des dispositifs matériels. Bref, une écologie radicale.

Une philosophie de libération

C'est une véritable philosophie que Gorz donne à l'écologie politique : une philosophie de libération à l'opposé des tendances réactionnaires et moralistes de l'écologie privilégiant la responsabilité individuelle. La politisation de l'écologie rattache en effet sa pensée à la tradition philosophique qui va de Hegel et Marx à Marcuse et à Sartre, assez loin finalement de Heidegger, Jonas, Anders ou d'autres références écologistes plus souvent citées aujourd'hui et que l'on peut trouver plus contestables... André Gorz a donc cherché à donner à l'écologie politique un fondement existentiel en dehors de

toute « nature » divine ou même d'une essence humaine, tout comme il devait fonder sa morale existentialiste sur la contingence même de l'existence.

Une écologie « politique » ne peut se limiter à la préservation de la « nature » ; elle vise plutôt à préserver notre autonomie et notre « monde vécu », formule reprise de la phénoménologie et qui ouvre là aussi à une critique de la technique. Contrairement à d'autres, cette critique n'a rien d'un conservatisme réactionnaire, car elle n'empêche pas Gorz de valoriser les potentialités émancipatrices de l'immatériel et des technologies numériques. Effectivement, la nature qu'il s'agit de préserver n'est pas tant celle de l'écologie scientifique que celle de notre milieu humain. Plus précisément, il s'agit surtout de préserver une « compréhension intuitive » qui « permet aux individus de s'y orienter, d'interagir, de communiquer »⁷. C'est cette dimension humaine, comme conscience de soi, qu'André Gorz ajoute à l'écologie pour en faire une écologie politique, à hauteur d'homme. La question fondamentale, posée à tous les hommes, reste de donner sens à notre existence, en l'absence d'un sens préalable et d'une vérité déjà donnée.

Cependant, pour André Gorz, la question de la vérité reste une question éminemment pratique. On le voit à la façon dont son projet politique se construit non pas tant sur des valeurs subjectives ou des idéaux, mais à partir des problèmes tels qu'ils se posent à l'ère de l'écologie et de l'information ; à partir non pas des préférences de chacun, mais des possibles effectifs face aux contraintes objectives, c'est-à-dire à partir des opportunités historiques. Il y a d'ailleurs toujours à la base, chez lui comme chez Marx, une théorie de la valeur comme vérité objective où se résume un système, où la matière fait sens commun qui s'impose aux sujets dont la liberté reste l'exception à la règle.

7 *Écologica, op. cit.*, p. 49.

Sans jamais sombrer dans le subjectivisme, la conception du sujet comme négativité et liberté se démarque des conceptions écologistes habituelles : elle est irréductible au corps vivant, à toute conception identitaire ou normative comme à tout rôle social ou fonction dans un système puisque c'est un sujet qui doit gagner sa liberté, qui est projet d'autonomie, désir d'exister. André Gorz ouvre d'ailleurs *Écologica* par l'interview qu'il avait donné à la revue *EcoRev'* sous le titre « L'écologie politique, une éthique de libération ». Il n'est pas inutile d'en citer un long passage :

Nous naissons à nous-mêmes comme sujets, c'est-à-dire comme des êtres irréductibles à ce que les autres et la société nous demandent et permettent d'être. L'éducation, la socialisation, l'instruction, l'intégration nous apprendront à être Autres parmi les Autres, à renier cette part non socialisable qu'est l'expérience d'être sujet, à canaliser nos vies et nos désirs dans des parcours balisés, à nous confondre avec les rôles et les fonctions que la mégamachine sociale nous somme de remplir. Ce sont ces rôles et ces fonctions qui définissent notre identité d'Autre. Ils excèdent ce que chacun de nous peut être par lui-même. Ils nous dispensent ou même interdisent d'exister par nous-mêmes, de nous poser des questions sur le sens de nos actes et de les assumer. Ce n'est pas « je » qui agit, c'est la logique autonomisée des agencements sociaux qui agit à travers moi en tant qu'Autre, me fait concourir à la production et reproduction de la mégamachine sociale. C'est elle le véritable sujet. Sa domination s'exerce sur les membres des couches dominantes aussi bien que sur les dominés. Les dominants ne dominent que pour autant qu'ils servent en loyaux fonctionnaires.

C'est dans ses interstices, ses ratés, ses marges seulement que surgissent des sujets autonomes par lesquels la question morale peut se poser. À son origine il y a toujours cet acte fondateur du sujet qu'est la rébellion contre ce que la société me fait faire ou subir. Touraine, qui a étudié Sartre dans sa jeunesse, a très bien formulé ça : « Le sujet est toujours un mauvais sujet, rebelle au pouvoir et à la règle, à la société comme appareil total. » La question du sujet est donc la même chose que la question morale. Elle est au

fondement à la fois de l'éthique et de la politique. Car elle met nécessairement en cause toutes les formes et tous les moyens de domination, c'est-à-dire tout ce qui empêche les hommes de se conduire comme des sujets et de poursuivre le libre épanouissement de leur individualité comme leur fin commune⁸.

Cette conception du sujet vient directement, chez André Gorz, de la lecture de *L'Être et le Néant* où la conscience se définit par opposition à son objet, toujours conscience de quelque chose qu'elle n'est pas, néant confronté à l'être. De même, le sujet authentique s'oppose aux rôles sociaux dont il souligne le caractère systémique, faisant référence à ce qu'Ivan Illich appelait, après Lewis Mumford, la « mégamachine ». Ce qui lui permet d'opposer l'hétéronomie du système à l'autonomie du sujet qui ne manifeste son existence qu'à perturber le système. Nous sommes loin de l'harmonie de la nature... La philosophie du sujet débouche alors sur les luttes d'émancipation contre toutes les dominations. Le sujet n'y est pas tourné vers le passé comme son origine, mais vers l'avenir comme son projet. Cette focalisation non seulement sur l'individu mais sur le mauvais sujet, sur le rebelle, est absolument essentielle face à une écologie normative ou à une « expertocratie » qui peut générer des tendances totalitaires.

L'identification du sujet à son autonomie et à la conscience de sa liberté rattache la philosophie d'André Gorz aux théories de l'aliénation développées par Hegel puis Marx. Cette approche sera prolongée plus tard par l'école de Francfort, notamment par Herbert Marcuse qui dénonce la réduction de l'être à la rationalité instrumentale et aux rapports marchands dans son ouvrage majeur, *L'Homme unidimensionnel*.

Il faut d'ailleurs souligner les liens personnels qu'André Gorz a entretenus avec ceux qui l'ont influencé – Sartre, Marcuse ou Illich –, chez lesquels il croit retrouver la même problématique. C'est à chaque fois la critique de l'homme pris

8 *Ibid.*, p. 12-13.

comme moyen et de moyens pris comme fin, de la réduction du sujet à un objet, de l'existence à l'être, de la qualité à la quantité, du citoyen à l'administré. De quoi justifier les prises de position antiéconomiste, antiutilitariste et antiproductiviste. Cependant, ce qui caractérise sa position, c'est surtout de s'incarner dans des propositions très concrètes, comme s'il s'agissait, en fait de lutte contre l'aliénation, non d'atteindre à un idéal mais de se saisir de toutes les opportunités que nous ouvre une époque historique (la richesse des possibles).

Il y a chez Gorz non pas une morale de l'écologie, mais plutôt une exigence d'émancipation du sujet qui implique la dimension écologique, mais à partir d'une critique théorique et pratique du capitalisme :

Si l'on part en revanche de l'impératif écologique, on peut aussi bien arriver à un anticapitalisme radical qu'à un pétainisme vert, à un écofascisme ou à un communautarisme naturaliste. L'écologie n'a toute sa charge critique et éthique que si les dévastations de la Terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production ; et que ce mode de production exige la maximisation des rendements et recourt à des techniques qui violent les équilibres biologiques. Je tiens donc que la critique des techniques dans lesquelles la domination sur les hommes et sur la nature s'incarne est une des dimensions essentielles d'une éthique de la libération⁹.

C'est donc bien par cette critique du mode de production capitaliste, de son productivisme et de l'aliénation du travail salarié qu'il faut commencer.

9 *Ibid.*, p. 15.

Anticapitalisme et écologie du travail

L'un des apports d'André Gorz les plus importants – et des plus contestés – pour l'écologie, c'est l'analyse du capitalisme comme système productiviste. Ce productivisme n'est pas un caractère annexe du capitalisme, c'est ce qui fait sa force. Le problème, c'est que ce système ne peut plus s'arrêter ni se passer de croissance. Ce qui se traduit par une dépendance réciproque entre producteurs et consommateurs « qui ne produisent pas ce qu'ils consomment, ni ne consomment ce qu'ils produisent ». Le capitalisme s'impose donc par sa productivité et perdure *via* la société de consommation.

Tout aussi important que l'analyse du productivisme du capitalisme, Gorz tente d'en montrer le caractère systémique, au-delà des individus qui y sont pris : du fait de la division du travail, nous dépendons du marché pour le nécessaire, tout comme le marché du travail nous rend dépendants du capitalisme et donc de son productivisme. Si la division du travail nous tient effectivement ensemble (Durkheim), elle nous rend aussi entièrement dépendants du système de distribution (marchand, en l'occurrence).

Dès lors, l'écologie politique ne peut en rester à dénoncer les impasses de la surconsommation ; elle doit remonter aux causes, au système de production lui-même. L'anticapitalisme est une dimension essentielle de l'antiproductivisme, d'une écologie radicale qui tente de changer la logique du système et non simplement de s'attaquer aux excès les plus voyants. « *L'homo oeconomicus*, c'est-à-dire l'individu abstrait qui sert de support aux raisonnements économiques, a cette caractéristique de ne pas consommer ce qu'il produit et de ne pas produire ce qu'il consomme¹⁰. »

La croissance est pour le capitalisme une nécessité systémique, totalement indifférente à la réalité matérielle de ce qui

10 *Écologie et politique, op. cit.*, p. 21.

croît. Elle répond à un besoin du capital. Toutes les critiques – politique, écologique, philosophique – convergent dans la critique du capitalisme : productivisme de la plus-value, domination du capital, fétichisme de la marchandise, séparation du salarié et de son produit comme de sa propre activité. Dans ses derniers textes, Gorz affirme d'ailleurs que la fin du capitalisme a déjà commencé, réduit à la spéculation et largement incompatible avec la *gratuité* numérique et l'économie de la connaissance...

Le communisme, ça n'est ni le plein-emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme sociale-ment et historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise ¹¹.

Travail et capital sont fondamentalement complices par leur antagonisme pour autant que « gagner de l'argent » est leur but déterminant [...]. C'est pourquoi le mouvement ouvrier et le syndicalisme ne sont anticapitalistes que pour autant qu'ils mettent en question non seulement le niveau des salaires et les conditions de travail, mais les finalités de la production, la forme marchandise qui la réalise ¹².

Significativement, ces deux citations d'André Gorz sont distantes de près de trente ans. La question du travail aura donc bien été au cœur de sa réflexion d'écologiste, prenant la question de la consommation à revers, du côté de la production. On n'entend plus guère de remises en cause du salariat de nos jours, les syndicats ne demandant plus son abolition, mais plutôt sa généralisation et son maintien, à mesure qu'ils se sont convertis au réformisme social-démocrate et à la société de marché.

Bien sûr, la sortie de la subordination salariale ne peut plus signifier que nous deviendrions tous fonctionnaires et salariés de l'État ; nous devrions, tout au contraire, pouvoir accéder

11 *Écologica, op. cit.*, p. 18.

12 *Ibid.*, p. 133.

enfin au travail autonome. Ce passage du travail forcé au travail choisi, grâce à un revenu garanti suffisant, constituerait une véritable libération du travail. Après l'avoir longtemps combattue, Gorz s'est en effet rallié, au milieu des années 1990, à l'idée d'une allocation universelle d'un revenu suffisant. Il a d'ailleurs été exemplaire dans sa capacité à changer de position lorsque les nouvelles conditions exigeaient de reformuler ses analyses.

Ainsi s'est-il vite rendu compte que le travail immatériel et créatif ne se mesurait plus en unité de temps, ce qui rendait moins centrale la stratégie de réduction du temps de travail (réduction du travail forcé) et très problématique une répartition autoritaire des tâches. Il a vu au contraire, dans la montée de l'économie de la connaissance, l'occasion de développer le « travail autonome » et le travail choisi, en tirant simplement parti des potentialités de l'économie immatérielle valorisant nos capacités subjectives. C'est pour cela qu'il plaide pour l'instauration d'un revenu garanti, à la condition expresse qu'il soit réellement suffisant afin de ne pas favoriser les « petits boulots » ni tirer les salaires vers le bas comme le ferait un « revenu d'existence » d'inspiration libérale. Cependant, il doit être clair que, pour Gorz, la fonction du revenu garanti est bien de favoriser le travail autonome et une production alternative, pas de ne rien faire avec !

On peut s'étonner du peu d'écho qu'auront eu, auprès des écologistes français, sa critique du travail aliéné et la revendication de l'autonomie dans le travail. Jugé trop marxiste par les purs environnementalistes, et pas assez marxiste par les anciens gauchistes convertis à l'écologie, il aura été davantage écouté outre-Rhin, non seulement par les écologistes, mais également par les syndicats allemands, toujours attentifs à ses analyses qu'on ne peut réduire à une « critique artiste », comme certains voudraient le faire croire.

C'est une critique de l'exploitation, de la domination et de la déshumanisation des tâches que Gorz construit. Les principes d'une écologie du travail, dont il fera reconnaître le

caractère central, c'est de se réapproprier sa propre activité, et d'abord de « voir le bout de ses actes », faire ce que l'on fait en étant conscient de ce que l'on fait, pouvoir se reconnaître enfin dans sa propre production et donner un sens à son travail comme production de soi, allant jusqu'à l'éloge de l'autoproduction. Refusant de réduire le travailleur à sa fonction, il tente de réintroduire la conscience individuelle au cœur même du travail. « Devenir ce que nous faisons parce que réellement nous désirons le faire et trouvons notre accomplissement dans l'activité elle-même autant que dans son résultat. La grande question est : que désirons-nous faire dans et de notre vie ¹³ ? »

Écologie et technique

La critique du travail et du capitalisme débouche aussi sur une critique de la technique : « Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques », avait-il l'habitude de dire. Et il ajoutait : « La domination totale de l'homme sur la nature entraîne inévitablement une domination de l'homme par les techniques de domination. » Il faut dire qu'André Gorz a été l'un des introducteurs en France de la pensée d'Ivan Illich. Il rencontre ce dernier en 1971, lors de la parution de son livre *Une société sans école* et publiera un résumé de *La Convivialité* en 1973, sous le titre « Libérer l'avenir ». Une rencontre essentielle dans sa conception de l'écologie et de la technique – mais aussi de l'éducation et de la médecine :

Illich distinguait deux espèces de techniques : celles qu'il appelait « conviviales », qui accroissent le champ de l'autonomie, et celles, hétéronomes, qui le restreignent ou le suppriment. Je les ai appelées « technologies ouvertes » et « technologies verrou ». Sont ouvertes celles qui favorisent la communication, la coopération,

13 *Ibid.*, p. 119.

l'interaction, comme le téléphone ou actuellement les réseaux et logiciels libres. Les « technologies verrou » sont celles qui asservissent l'utilisateur, programment ses opérations, monopolisent l'offre d'un produit ou service. Les pires des « technologies verrou » sont évidemment les mégatechnologies, monuments à la domination de la nature, qui dépossèdent les hommes de leur milieu de vie et les soumettent eux-mêmes à leur domination. En plus de tous les autres défauts du nucléaire, c'est à cause du rayonnement totalitaire – secrets, mensonges, violence – qu'il diffuse dans la société que j'ai mené campagne pendant dix ans contre le nucléaire¹⁴.

Soulignons que, s'il n'y a pas d'écologie sans critique de la technique, cette critique est souvent confusionnelle et dépourvue de toute effectivité. Être contre « La Technique » ne sert à rien, encore moins d'être contre les toutes dernières technologies ! Rien de plus éculé que d'accuser les écologistes de vouloir revenir à l'âge de la bougie. Il s'agit plutôt de rendre les techniques moins destructrices et moins envahissantes, de leur donner des limites, d'exploiter leurs potentialités libératrices. Il n'y a, en effet, pas d'autre choix que d'essayer de les maîtriser.

Il n'empêche que, pour André Gorz, « la dynamique de la technoscience tend à devenir une sorte de mouvement autonome qui s'alimente par-dessus la tête des hommes ». Et de poser la question : « Que signifie dans ces conditions "s'approprier" la technoscience ? Qui peut se l'approprier ? Quel sujet¹⁵ ? » Ce que la technosophie et le culte du cyborg interprètent comme l'accession à la puissance cosmique d'un surhomme affranchi de ses faiblesses et de sa finitude s'interprète plus véridiquement comme une victoire totale du capital qui, en devenant immatériel, parvient à exproprier les hommes de leur corps, de leur monde, pour prendre totalement possession de leur vie. De même que la frontière entre la technique et le vivant, la différence s'efface entre l'homme et le capital :

14 *Ibid.*, p. 16.

15 *Misères du présent, richesse du possible*, *op. cit.*, p. 182.

Le front du conflit est partout où est en jeu le droit des personnes sur elles-mêmes, sur leur vie, sur leur capacité à se produire et à se comprendre comme sujets, à donner sens, à résister à tout ce qui et à tous ceux qui les dépossèdent de leur sens, de leur corps, de leur culture commune, d'un lieu où ils puissent se sentir « chez soi » et où l'agir et le penser, l'imagination et l'action puissent s'épanouir de concert ¹⁶.

Ce n'est pas tant la préservation d'un rapport naturel qu'une question éminemment politique, celle de la conquête de l'autonomie du travailleur. Ce qui va motiver ses critiques du nucléaire, sans l'empêcher de prendre parti pour l'économie immatérielle, les logiciels libres et l'éthique *hacker*.

La critique de la technique, c'est aussi la critique d'une révolution qui se limiterait à un changement de pouvoir. La véritable révolution nécessite un changement de techniques et d'organisation, une véritable alternative, d'autres dispositifs concrets, un nouveau système de production :

Les moyens de production du capitalisme sont des moyens de domination par la division, l'organisation et la hiérarchisation des tâches qu'ils exigent ou permettent. Pas plus que les soldats ne peuvent s'approprier l'armée à moins d'en changer du tout au tout le mode d'organisation et les règles, pas plus la classe ouvrière ne peut s'approprier les moyens de production par lesquels elle est structurée, fonctionnellement divisée et dominée. Si elle s'en emparait sans les changer radicalement, elle finirait par reproduire (comme cela s'est fait dans les pays soviétisés) le même système de domination ¹⁷.

Il ne s'est pas arrêté à cette démonstration de l'indispensable transformation de l'organisation de la production ; il en a donné les grandes lignes, comme nous allons le voir maintenant.

16 *Idem*.

17 *Écologica, op. cit.*, p. 17.

L'alternative écologiste

Ce n'est qu'assez tardivement, après avoir longtemps cru que l'on pourrait seulement réduire petit à petit le temps de travail et la subordination salariale au profit du temps libre, qu'André Gorz s'est converti à l'alternative écologiste, *aboutissement* de la critique systémique du productivisme capitaliste, du salariat et des techniques aliénantes.

À cet égard, *Misères du présent, richesse du possible* a fait date en donnant une nouvelle perspective à l'écologie politique, celle d'alternatives locales à la globalisation marchande (à l'ère de l'information et de l'économie immatérielle), alternatives dont il rassemble les principaux instruments : revenu garanti (ou « allocation universelle d'un revenu suffisant »), ateliers coopératifs (ou « ateliers communaux d'autoproduction ») et monnaies locales (ou « monnaies-temps »), qui ne doivent pas rester des mesures ou des instruments isolés, mais « faire système ». Là encore, il faut souligner combien il a su tenir sur la ligne de crête d'une écologie tiraillée entre un réformisme minimaliste et des utopies plus ou moins naïves. Il ne faut pas s'y tromper, s'il défendait un « réformisme radical » plutôt qu'une révolution de palais, il défendait bien une écologie révolutionnaire qui change la vie vraiment.

Ainsi, pour lui, le but d'un revenu d'existence n'est certes pas de « perpétuer la société de l'argent et de la marchandise ni de perpétuer le modèle de consommation dominant » des pays dits « développés ». Son but est au contraire de soustraire les chômeurs et précaires à l'obligation de se vendre, de « libérer l'activité de la dictature de l'emploi ¹⁸ ».

Cependant, c'est à partir de l'analyse des transformations économiques et des expériences sociales concrètes, de leurs promesses et de leurs échecs, qu'il peut dessiner une alternative réaliste au productivisme. Si le capitalisme peut être dépassé,

18 *Ibid.*, p. 150.

c'est qu'il a déjà fait son temps. S'il est devenu possible et nécessaire de changer les rapports de production, c'est que les forces productives ont changé. C'est matériellement que cette économie de la connaissance déstabilise le capitalisme marchand et pose à nouveau la question des biens communs, du partage des savoirs et de la gratuité numérique :

La connaissance, l'information sont par essence des biens communs, qui appartiennent à tout le monde, qui donc ne peuvent devenir propriété privée et marchandisée sans être mutilés dans leur utilité. Or si la force productive décisive (celle de l'intelligence, de la connaissance) ne se prête pas à devenir une marchandise, les catégories traditionnelles de l'économie politique entrent en crise : le travail, la valeur, le capital ¹⁹.

L'économie de la connaissance a donc vocation à être une économie de la mise en commun et de la gratuité, c'est-à-dire, finalement, le contraire d'une économie. C'est cette forme de communisme qu'elle revêt spontanément dans le milieu scientifique.

Décroissance et simplicité volontaire

André Gorz a été, enfin, l'un des tout premiers adeptes de la décroissance, dans la foulée de Georgescu-Roegen et du rapport du club de Rome *Halte à la croissance*, même si l'écologie « politique » se distingue clairement des stratégies individuelles, n'accédant à l'effectivité qu'à travers des démarches collectives agissant sur les structures sociales. André Gorz ne se situe pas du tout dans l'écologie moraliste des petits gestes qui sont supposés nous sauver collectivement. Il ne voit pas du tout « comment des choix individuels changeront rapidement et radicalement notre modèle de consommation et de production. D'autant que ce modèle a été conçu et imposé

19 *Ibid.*, p. 19.

précisément pour étendre la domination du capital aux besoins, aux désirs, aux pensées, aux goûts de chacun et de nous faire acheter, consommer, convoiter ce qu'il est dans l'intérêt du capitalisme de produire²⁰ ».

Cependant, en tant qu'écologiste politique visant l'autonomie du sujet et philosophe de l'existence, André Gorz ne restait pas insensible à la « simplicité volontaire », au nom d'une nécessaire autolimitation où l'autonomie s'affirme en se donnant sa propre loi. Contre le rationnement étatique tout comme l'illimitation d'une société de consommation jamais satisfaite, il pensait indispensable de revenir à la notion de « suffisant ». Certes, le suffisant est bien problématique à définir pour un être de désir qui ne se réduit pas à ses besoins naturels. Il n'empêche que c'est une question qui se pose concrètement, notamment dans l'évaluation d'un « revenu suffisant », même si la sortie du capitalisme salarial semble bien en être le préalable...

Tous nos besoins et désirs sont des besoins et désirs de marchandise, donc des besoins d'argent. Nous produisons la richesse en argent, lequel est par essence abstrait et sans limites, et donc le désir, par conséquent, est lui aussi sans limites. L'idée du suffisant – l'idée d'une limite au-delà de laquelle nous produisons ou achèterions trop, c'est-à-dire plus qu'il ne nous en faut – n'appartient pas à l'économie²¹.

Il y a aussi chez Gorz, dans le rejet d'une surconsommation, comme un défi au monde de la marchandise, une révolte contre la publicité qui manipule les consciences. Sans tomber dans un moralisme qui restreindrait notre autonomie, il avait de l'autonomie une conception exigeante très éloignée des tendances libertaires et « anarchodésirantes ». Il y a une sorte d'ascétisme dans cette autonomie qui est du côté de l'autodiscipline et non du laisser-aller. Il y a bien chez lui un idéal

20 « Où va l'écologie ? », *loc. cit.*

21 *Écologica, op. cit.*, p. 114-115.

d'autarcie rejetant la spécialisation et la division du travail (comme si c'était possible, comme si on pouvait tout faire soi-même !). Cependant, l'objectif n'est pas tant l'indépendance que procure l'autarcie, mais l'autoproduction comme production de soi consciente et réappropriation de sa vie, réappropriation de son « monde vécu » comme projet.

Gorz partageait aussi l'utopie écologiste de la gratuité et d'un monde sans argent. Cependant, il savait assez que ce n'était qu'utopie et préférait soutenir, dans l'immédiat, les projets de monnaies locales et fondantes (comme les Systèmes d'échanges locaux [SEL]), qui ont l'avantage de délivrer l'échange du pouvoir de l'argent et de la spéculation et surtout de favoriser la relocalisation et les circuits courts. Redisons-le, Gorz n'était pas un doctrinaire. S'il partageait une bonne part de l'« idéologie écologiste », il l'a confrontée au réel tout en y apportant une plus grande rigueur philosophique. Cette radicalité concrète fait partie de ce qu'on lui doit de plus précieux avec la dimension politique de l'écologie, la dénonciation du productivisme capitaliste, la critique du travail salarié et, malgré les misères du présent, le fait d'avoir trouvé dans les richesses du possible les germes d'un avenir meilleur.

Dès le début des années 1970, André Gorz martelait que « l'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible ²² ». Et il ajoutait : « Mieux, ce peut être moins : créer le minimum de besoins, les satisfaire par la moindre dépense possible de matières, d'énergie et de travail, en provoquant le moins possible de nuisances ²³. » Voilà qui n'a rien perdu de son actualité !

22 *Écologie et politique, op. cit.*, p. 20.

23 *Ibid.*, p. 36.